

DIAL 3507

ÉQUATEUR - Victoire historique des mouvements indiens et populaires

Miriam Lang

vendredi 25 octobre 2019, mis en ligne par [Dial](#)

DIAL publie dans ce numéro d'octobre une série d'analyses sur les événements des dernières semaines en Équateur. S'il est bien sûr difficile d'appréhender des processus toujours en cours, il nous semble important néanmoins d'amorcer la réflexion, quitte à y revenir plus tard au fil des évolutions. L'autrice de ce premier texte, Miriam Lang, est professeure à l'Université Andina Simón Bolívar de Quito.

Quito, le 15 octobre 2019 - *Dans une victoire sans précédent, le mouvement indien de l'Équateur a contraint le gouvernement de Lenín Moreno à retirer un décret d'ajustement structurel imposé par le Fonds monétaire international (FMI) comme condition préalable à un crédit. Le programme d'ajustement avait principalement consisté en la libéralisation des prix du carburant et du diesel, jusqu'alors subventionnés, ainsi que le retrait de plusieurs droits sociaux des travailleurs. Le gouvernement a capitulé après douze jours de soulèvement populaire dans tout le pays, avec des émeutes conséquentes, notamment dans la capitale, Quito. La situation s'est encore compliquée lorsque les partisans de l'ancien président Rafael Correa ont tenté de tirer profit des manifestations. L'équilibre politique du pouvoir en Équateur a changé, donnant au mouvement indien une position beaucoup plus forte, en tant que leader le plus visible des manifestations auxquelles ont participé des syndicats, des femmes, des étudiants et des membres des classes moyennes. Aujourd'hui, le pays est confronté au défi de se recomposer après de lourdes violations des droits humains et une recrudescence du racisme et du classisme sur les réseaux sociaux. Il doit également mettre en place une politique économique profondément différente, qui prenne en compte la plurinationalité.*

Entre le 3 et le 12 octobre, et ce, 527 ans après l'invasion espagnole en Amérique, des barricades ont brûlé dans toutes les régions de l'Équateur. Les principales artères ont été bloquées, des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues et ont occupé temporairement le bâtiment du Parlement ainsi que plusieurs préfectures.



Le bâtiment du contrôleur de l'État a été incendié. Pendant plusieurs jours, trois des plus importants gisements de pétrole d'Amazonie ont été paralysés, frappant l'État à son point le plus vulnérable. Alors

que les chauffeurs de taxi et les travailleurs du secteur des transports avaient à peine commencé les manifestations, et vite renoncé, le mouvement indien a commencé à mener le mouvement de protestation avec les syndicats. Ils ont reçu un soutien important de la part des étudiants, d'organisations de femmes, des pauvres urbains et des classes moyennes. La capitale Quito et les paysans des provinces environnantes ont rétabli une tradition de solidarité qui avait déjà soutenu les manifestations indiennes dans les années 1990 : avec des dons de nourriture, de couvertures, de vêtements chauds et de médicaments. Les familles préparaient les repas chez eux et les amenaient aux endroits où les manifestants avaient campé. Les tôleurs ont même fabriqué des boucliers pour les manifestants, confrontés à de lourdes attaques de la part de la police et de l'armée.

Le gouvernement a rapidement déclaré le pays en état d'urgence, ce qui a amené des milliers de militaires et du matériel lourd dans les rues. En réponse, et s'appuyant sur le principe constitutionnel de la plurinationalité, la confédération indienne CONAIE a également déclaré l'état d'urgence sur ses territoires. La confédération a annoncé que les policiers et les soldats qui seraient entrés sur ses territoires sans autorisation seraient arrêtés. Cela s'est produit rapidement à plusieurs reprises, par exemple dans la province de Chimborazo dans les Andes, où près de 50 personnes en uniforme ont été retenues pendant plusieurs jours.

Les plus grandes manifestations, pouvant rassembler jusqu'à 40 000 personnes, ont eu lieu dans la capitale, Quito. Des dizaines de milliers d'Indiens et de paysans de toutes les régions du pays sont venus en camion et se sont installés dans le Parc el Arbolito, en centre-ville, et dans les universités environnantes, se mobilisant à tour de rôle pour s'économiser, ce qui a permis aux manifestations de durer. Le mouvement indien a appelé à une mobilisation massive mais pacifique ; les manifestations ont été accompagnées d'émeutes violentes, principalement animées par des étudiants, de jeunes urbains et des partisans de l'ancien président Rafael Correa, vis-à-vis duquel les dirigeants indiens ont clairement pris leurs distances.



Le gouvernement a déployé une répression sans précédent en Équateur, notamment des attaques contre des hôpitaux, des universités et des femmes avec enfants. Selon les dernières informations du médiateur équatorien, huit personnes seraient mortes dans les affrontements, plus de 1 300 blessées et près de 1 200 personnes arrêtées, mais les enquêtes sur les violations des droits humains ne font que commencer.

Dans la nuit du dimanche 14 octobre, le gouvernement a finalement entamé le dialogue dans les conditions exigées par le mouvement indien : diffusion publique afin d'assurer une transparence maximale, acceptation de la présence de médias communautaires et protection de la sécurité des dirigeants sociaux impliqués. Avec la médiation des Nations unies et de l'Église catholique, le gouvernement a finalement accepté d'annuler le décret 883, qui avait provoqué le soulèvement.

La victoire historique du soulèvement d'octobre marque le retour du mouvement indien après douze ans d'hostilité et de répression de la part des gouvernements de l'ancien président Rafael Correa. Mais en parallèle, les réseaux sociaux montrent une explosion de commentaires ouvertement racistes et classistes. Pendant les manifestations, on a vu des classes moyennes supérieures patrouiller avec des armes devant leurs quartiers fermés. Cette polarisation politique constitue un défi de taille dans un pays qui subit encore les effets de la victoire électorale de Jair Bolsonaro au Brésil.



Le contexte économique : redistribution pour les riches

La correspondance des chiffres était frappante : le gouvernement équatorien de Lenín Moreno demande un prêt de 4,2 milliards de dollars auprès du FMI. Pour ce faire, le gouvernement doit mettre en œuvre certaines mesures d'ajustement structurel, comme il était coutume dans les années 1990, notamment en éliminant les subventions gouvernementales pour les carburants et en alignant les prix du diesel et de l'essence sur ceux du marché mondial ; mais surtout, il s'agissait de révoquer les droits des travailleurs afin de rendre le marché du travail plus flexible. Les organisations sociales ont calculé que Lenín Moreno avait exempté les grandes entreprises du paiement de l'impôt pour une valeur se chiffrant exactement à 4,295 milliards de dollars ces dernières années. On fait donc valoir qu'il s'agit d'une mesure claire de redistribution du bas vers le haut. Le gros de la population doit payer pour enrichir encore plus l'élite. Les banques ont réalisé un bénéfice de 554 millions de dollars rien qu'en 2018, tandis que les salaires des employés du gouvernement sous contrat dit occasionnel devaient maintenant être réduits d'un taux uniforme de 20%. Des dizaines de milliers de personnes ont déjà été licenciées de l'appareil d'État dans une économie en stagnation et ne proposant pratiquement aucun emploi.

Une augmentation des prix de l'essence et surtout du diesel signifie une augmentation immédiate du coût de la vie en général. Les tickets de bus dans les transports en commun avaient déjà augmenté de 10 centimes, et l'augmentation concernait aussi nourriture et services. Ceci n'est pas seulement dû à des coûts de transport plus élevés du fait de l'augmentation initiale de 123% du prix du carburant, mais aussi au fait que les transporteurs et les intermédiaires en profitent pour augmenter leurs marges bénéficiaires. C'était la raison principale des manifestations massives qui ont éclaté en Équateur à partir du 3 octobre et qui ont pratiquement paralysé le pays.

Le programme d'ajustement n'était pas motivé par des préoccupations écologiques

Les mesures prises par le gouvernement ne doivent pas être interprétées comme une politique respectueuse de l'environnement visant à réorienter les automobilistes vers les transports en commun, car pour créer une véritable alternative, une condition préalable serait des investissements dans des transports en commun propres. L'inégalité aurait plutôt été aggravée dans un pays où l'économie est déjà fortement monopolisée et où l'indice de GINI [1], qui mesure les inégalités, est de 0,97 dans les 20 premiers secteurs économiques selon le sociologue Napoleón Saltos [2], ce qui est extrêmement élevé. Pour cette raison, le mouvement écologiste a également rejoint les manifestations. Comme l'a déclaré l'ONG Acción Ecológica, une politique environnementale et climatique cohérente exigerait pour commencer de supprimer les multiples subventions et exonérations fiscales accordées aux sociétés pétrolières et minières ainsi qu'aux compagnies qui extraient l'huile de palme. Or, ces compagnies étendent de plus en plus ces activités destructrices dans le pays avec le soutien du gouvernement.



Le rôle de l'ancien président Rafael Correa

En 2007, au cours des premiers mois de son mandat, le gouvernement progressiste de Rafael Correa avait, dans un acte de souveraineté, expulsé la Banque mondiale et le FMI de l'Équateur et déclaré illégale une grande partie de la dette extérieure après un audit. Néanmoins, c'est précisément ce même gouvernement qui a déclaré la guerre aux peuples indiens et aux syndicats, car il considérait l'État comme le seul acteur légitime de la transformation sociale et se sentait menacé par des organisations sociales autonomes. Les manifestations ont été systématiquement criminalisées, le droit pénal renforcé et les barrages de rue considérés comme du terrorisme. Des syndicats jaunes se sont formés, des scissions se sont produites de façon agressive au sein des organisations sociales et un appareil de propagande très étendu a été construit jusqu'à ce que l'exécutif n'ait plus de contreponds significatif dans la société civile.



À compter de 2013, le corréisme avait également une majorité des deux tiers au Parlement et pouvait mettre en œuvre ce qui lui plaisait. A alors été mise en œuvre une politique qui a abandonné la promesse initiale de transformation profonde et interculturelle pour un processus de modernisation capitaliste, ouvrant davantage le pays au capital transnational. Le parc national Yasuní, l'un des hauts lieux de la biodiversité dans le monde, a été autorisé pour l'exploitation de pétrole et, pour la première fois, des contrats d'exploitation minière industrielle à large échelle ont été signés. Après la baisse des prix internationaux du pétrole à partir de 2014, le gouvernement Correa s'est aussi de nouveau tourné vers les marchés financiers internationaux et le FMI, et commencé à faire augmenter la dette extérieure, qui

atteint désormais 38 milliards de dollars. Enfin, après le remplacement de Correa en 2017, il a été révélé que son gouvernement avait pratiqué la corruption à des niveaux records. Il a aussi laissé derrière lui un pays sans organisation sociale d'importance capable de faire obstacle au gouvernement suivant de Lenín Moreno, qui a ramené l'oligarchie directement dans les ministères. Moreno a également radicalement changé la politique étrangère en s'alignant sur les États-Unis et les gouvernements latino-américains de droite, et en soutenant l'idée d'une intervention militaire au Venezuela.

Contrairement à ce que prétendent certains médias étrangers, le soulèvement d'octobre n'a nullement exprimé la volonté du peuple de ramener son ancien président Correa au gouvernement. Après la scission de son parti, Alianza País, dont l'étiquette est désormais la propriété de son opposant politique, le président Moreno, et du fait des scandales de corruption, Rafael Correa a perdu bon nombre de ses partisans. Ils n'ont gagné que deux des 23 préfectures aux élections régionales de mars 2019. Néanmoins, un noyau dur de partisans de Correa et l'ancien président lui-même, toujours en exil en Belgique de peur de plusieurs poursuites judiciaires à son encontre, ont rapidement essayé d'instrumentaliser politiquement les manifestations et appelé à de nouvelles élections. Bien que leurs critiques sur l'approfondissement des politiques néolibérales par le gouvernement Moreno soient correctes, ces voix dissimulent systématiquement que les corréistes ont ouvert la voie à ces politiques et ont déjà mis en œuvre leurs premiers pas, par exemple en signant un accord de libre-échange avec l'Union européenne. La confédération indienne CONAIE a clairement pris ses distances vis-à-vis de ces tentatives d'appropriation des corréistes. Rétrospectivement, il est difficile de mesurer quelle influence ont eu les efforts des corréistes sur le soulèvement. Le gouvernement Moreno a profité de l'occasion pour affirmer que le soulèvement d'octobre n'était qu'un complot dirigé par les corréistes et leurs alliés du gouvernement vénézuélien, au lieu de l'expression d'un véritable mécontentement populaire. Les derniers jours, plusieurs politiciens corréistes connus ont été arrêtés ou ont demandé l'asile politique à l'ambassade du Mexique à Quito.

Il est à noter qu'aucune des annonces officielles de la CONAIE n'a demandé la démission du président Moreno, mais uniquement celle de son ministre de l'intérieur et de son ministre de la défense. Selon certains analystes politiques, le gouvernement Moreno se considère comme un gouvernement de transition conçu pour ouvrir la voie à la droite politique explicite représentée par le démocrate chrétien Jaime Nebot. Nebot, dont le bastion est la ville portuaire de Guayaquil sur la côte, a déclaré au sujet des manifestants indiens qu'« ils devraient retourner sur leurs hauts plateaux », perdant ainsi sa légitimité dans les provinces andines du pays. Il convient de remarquer que l'Équateur a déjà connu un virage à droite dans le discours public et les médias sociaux au cours des deux dernières années, avec notamment des attaques contre des réfugiés du Venezuela et une agressivité croissante sur les réseaux sociaux. Une démission de Moreno aurait pu catalyser la montée de la droite au pouvoir, alors que maintenant, les organisations sociales ont au contraire l'opportunité, mais aussi la responsabilité, de se réengager davantage dans le débat social sur l'avenir du pays.

Les défis de la plurinationalité et les différents horizons civilisationnels

Il est important de souligner que les questions fondamentales qui préoccupent les peuples indiens de l'Équateur sont assez éloignées de la logique de la politique électorale et partisane. Ils ne cherchaient pas à obtenir seulement le retrait du paquet de réformes du FMI, mais aussi un rejet de l'extractivisme, qui continue de pénétrer violemment sur leurs territoires et menace leur existence même, tant sur le plan matériel que culturel. Comme les peuples indiens de Chimborazo l'ont expliqué dans un communiqué, ils exigent réparation des pillages depuis l'époque coloniale. Non pas en espèces, mais sous la forme d'une politique agricole radicalement différente, qui ne vise pas à éradiquer les paysans et l'économie de subsistance communautaire, mais à les renforcer : accès à l'irrigation et aux banques de semences non brevetées, terres fertiles en propriété collective sont leurs principales revendications, ainsi que la promotion systématique des méthodes de l'agriculture biologique au lieu des kits des multinationales qui rendent les agriculteurs dépendants du capital transnational. La plurinationalité, revendication centrale des peuples indiens depuis les années 1990, inclut également l'autonomie territoriale, qui applique ses propres systèmes judiciaire, éducatif et de santé, ainsi que ses propres formes de démocratie d'assemblée.

Le droit à un mode de vie qui ne soit pas dicté par le capitalisme mondial et tire du monde moderne uniquement ce que la communauté décide en toute souveraineté : c'est ce pour quoi le mouvement indien de l'Équateur se bat.

Le soulèvement d'octobre a également fortement mis en évidence les questions de classe, d'inégalités et de politiques d'appauvrissement systématique. Alors que, pour le métisse *mainstream* et les médias, « l'Indien est pauvre par nature », comme le critique l'avocate kichwa Verónica Yuquilema, le combat consiste à mettre fin à ces politiques de spoliation coloniale au niveau national comme international. Les Indiens sont toujours décrits comme des « obstacles au progrès et à la modernisation », une image que Rafael Correa a lui-même fortement reprise au cours de ses douze années de mandat, alors qu'ils revendiquent que leurs modes de vie, leurs savoirs, leurs formes d'organisation et de vie politique soient enfin reconnus dans leur dignité : « Nous sommes l'État, mais nous ne sommes pas pris en compte. Ils disent que les peuples indiens et les agriculteurs sont pauvres. Nous travaillons, cultivons, nous nourrissons les villes, et nous sommes pourtant quand même traités comme des pauvres », a déclaré le dirigeant amazonien Mirian Cisneros lors du dialogue public. La déclaration constitutionnelle de l'Équateur comme pays plurinational a encore beaucoup de chemin à parcourir pour devenir une réalité concrète.

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3507.**

- Traduction de Mabrouka M'Barek à partir d'un texte original en anglais. Traduction ponctuellement modifiée par Dial.

- Source (français) : envoi par l'autrice le 17 octobre 2019.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'autrice, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] « L'indice (ou coefficient) de Gini est un indicateur synthétique d'inégalités de salaires (de revenus, de niveaux de vie...). Il varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les salaires, les revenus, les niveaux de vie... seraient égaux. À l'autre extrême, il est égal à 1 dans une situation la plus inégalitaire possible, celle où tous les salaires (les revenus, les niveaux de vie...) sauf un seraient nuls. Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé. [...] Une baisse de l'indice de Gini observée entre deux dates indique une diminution globale des inégalités. À l'inverse, une élévation de l'indice reflète une augmentation globale des inégalités. » - [définition de l'INSEE](#).

[2] <https://contrahegemoniaweb.com.ar/de-paquetazos-y-resistencias-no-son-medidas-es-un-modelo>.